

Le budget

Notre festival de jazz international attire plus de 60 000 mordus de jazz de toute l'Amérique du Nord. Notre festival de la famille reflète notre attachement profond à la famille et à la collectivité qui fait de Beaches un endroit où il fait si bon vivre.

La partie Woodbine de ma circonscription comprend les rues bordées d'arbres qui vont jusqu'au quartier appelé Little India, à l'intersection de Gerrard et Coxwell, les magasins de l'avenue Danforth qui sont tenus par des familles, les bungalows de personnes âgées de East York, qui sont dignes de cartes postales, et les appartements en hauteur de Crescent Town qui sont en grande partie habités par des immigrants. Cela semble attrayant, n'est-ce pas?

La diversité caractérise Beaches—Woodbine et représenter cette circonscription constitue un défi exigeant, mais satisfaisant. On n'y trouve aucune usine ni aucun siège social de grande société, mais il y a un grand nombre de petites entreprises. Nous comptons beaucoup sur les emplois offerts à l'extérieur de la circonscription. C'est pourquoi nous devons absolument insister pour que Toronto ait sa juste part des avantages du programme des infrastructures et de tous les autres programmes devant stimuler l'économie.

Si Toronto connaît la prospérité, il en ira de même pour Beaches—Woodbine. J'entends bien exploiter toutes les occasions pour que Toronto ait sa juste part de la croissance et de la prospérité du Canada et qu'elle y contribue équitablement.

Tout le pays doit se faire entendre à la Chambre dans ce débat sur le budget, puisqu'il y est question du régime de sécurité sociale, de la défense, des soins de santé et d'autres questions nationales. Nous ne pouvons absolument pas nous arrêter à notre circonscription et à notre région. Il est plus important que jamais d'unir nos voix et de nous exprimer comme un seul pays, une seule nation et un seul peuple.

• (1020)

Monsieur le Président, vous pouvez avoir l'assurance que la population de Beaches—Woodbine sera bien représentée dans ce débat national. Nous nous ferons entendre.

Le vice-président: Félicitations à la députée pour ce qui, je crois, est son premier discours.

[Français]

M. Gilbert Fillion (Chicoutimi): Monsieur le Président, j'aimerais tout d'abord féliciter ma collègue d'en face des propos qu'elle vient de tenir. Depuis que j'entends les discours sur le Budget, je pense que c'est la première occasion qui nous est offerte par un député libéral, qui attache autant d'importance à la justice sociale, qui dit au gouvernement de prendre son temps dans la réforme qu'il veut envisager, qu'il veut faire, de prendre le temps d'examiner dans son entier toute la problématique pour créer justement une sorte de justice sociale qui permettra, et c'est surtout ce qui m'a frappé, d'assurer un avenir meilleur pour nos jeunes, et de cela je l'en félicite. Tout au long de son discours, elle est revenue continuellement sur l'avenir des jeunes qui doivent continuer à vivre dans ce pays. Et à ce moment-là, je pense qu'au sein de son caucus, de la façon dont elle a prononcé son discours, je suis certain que plusieurs oreilles seront attenti-

ves à ce qu'elle a avancé, et ce pour le bénéfice et l'avantage des jeunes, qu'ils soient Québécois ou Canadiens.

Je comprends ce que l'honorable députée vient de mentionner, parce que moi-même j'ai oeuvré pendant de nombreuses années avec des adolescents, des adolescentes. Et les problèmes que vous avez soulevés, que vous avez entendus lors de différents témoignages, je les ai entendus moi-même. Et laissez-moi vous dire, madame, que je vous félicite.

Avant de conclure, j'aimerais vous demander quels moyens vous entendez prendre pour permettre au caucus libéral de partager vos opinions?

[Traduction]

Mme Minna: Monsieur le Président, je remercie le député pour ses aimables commentaires.

Mon caucus discute très franchement de ces questions. Comme vous le savez, nous avons amorcé un processus tout à fait hors de l'ordinaire. En général, un comité permanent de la Chambre ne tient pas d'audiences publiques avant le dépôt à la Chambre d'une mesure législative ou même d'une proposition. C'est pourtant ce que nous faisons à l'heure actuelle. Nous nous adressons aux Canadiens pour connaître leur avis.

Une fois que le ministre aura déposé à la Chambre ses propositions, sous la forme d'un document de travail et non encore d'une mesure législative, nous parcourrons de nouveau le pays pour dialoguer avec tous les Canadiens qui veulent nous faire part de leur opinion. Nous voulons atteindre le plus de gens possible afin de discuter des propositions, des idées que nous voulons partager et du genre d'avenir que nous voulons bâtir.

Je multiplierai les démarches et continuerai de me battre au sein de mon caucus. Bon nombre de mes collègues partagent d'ailleurs mon avis. Cela ne me demandera pas tellement d'efforts, puisque les membres de mon caucus accordent beaucoup d'importance à la justice sociale. Nous ne devrions pas nous en faire beaucoup à ce sujet.

Lorsque le projet de loi sera déposé à la fin de l'année, nous aurons alors l'occasion de tenir d'autres consultations sur la mesure législative elle-même.

Je tiens à préciser aux députés d'en face que nous aurons tout le temps voulu non seulement pour transmettre nos idées, mais également pour trouver des solutions, les mettre au point et en discuter avec les Canadiens. Personnellement, j'ai l'intention de tenir deux ou trois consultations publiques dans ma circonscription. Tous les députés pourront faire de même. En fait, je crois que le ministre nous invitera tous à tenir des consultations aussi vastes que possibles à ce sujet.

Je reste persuadée que ce processus, loin de miner l'engagement qui me lie à la cause de la justice sociale depuis 20 ans, ne fera que le renforcer.

• (1025)

M. John Murphy (Annapolis Valley—Hants): Monsieur le Président, comme c'est la première fois que je prends officiellement la parole à la Chambre des communes, je veux tout d'abord m'adresser à mes électeurs d'Annapolis Valley—Hants. Je les remercie de m'avoir fait confiance pour représenter leur point de vue au Parlement et je tiens à ce qu'ils sachent que c'est pour moi